

Impact du terrorisme sur l'éducation : fermeture d'écoles au Burkina Faso, Niger et Nord Benin

Kamal DONKO,

Chercheur

au Laboratoire d'études et de recherche

sur les dynamiques sociales et

le développement local (Lasdel)

(Bénin)

kamaldonko@gmail.com

Martin DOEVENSPECK,

Enseignant-chercheur

à l'Université de Bayreuth

(Allemagne)

doevenspeck@uni-bayreuth.de

Serge Noël OUEDRAOGO,

Enseignant-chercheur

à l'Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou

(Burkina Faso)

osergenoel@gmail.com

FINANCEMENT : Ce travail a été soutenu par la Deutsche Forschungsgemeinschaft [Numéro de subvention EXC2052/1-390713894]

Résumé :

Cet article examine la crise des fermetures d'écoles dans les régions de l'Afrique de l'Ouest affectées par des conflits armés, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Bénin. Il détaille comment les activités terroristes exacerbent les problèmes de sécurité, entravent l'accès à l'éducation et augmentent la vulnérabilité des communautés. L'article documente les impacts des interruptions scolaires, évalue les interventions actuelles et propose des stratégies pour une reprise éducative durable. La méthodologie comprend essentiellement des entretiens qualitatifs avec des instituteurs et des parents, ainsi qu'une analyse quantitative des taux de fermeture des écoles et de leurs impacts éducatifs. Les résultats indiquent une nette détérioration des conditions d'apprentissage et une augmentation des enfants non scolarisés, soulignant l'insuffisance des mesures existantes. L'étude préconise une approche intégrée et collaborative pour aborder efficacement la crise éducative dans ces zones de conflit.

Mots-clés : interruptions scolaires, conflits armés, crise de sécurité, stratégies d'intervention éducative.

Abstract:

This article examines the crisis of school closures in regions of West Africa affected by armed conflict, with a particular focus on Burkina Faso, Niger and Benin. The article goes on to demonstrate how terrorist activities serve to exacerbate existing security problems, hinder access to education and increase the vulnerability of communities. The article documents the impacts of school disruptions, assesses the efficacy of current interventions, and proposes strategies for sustainable educational recovery. The methodology employed primarily comprises qualitative interviews with teachers and parents, in addition to a quantitative analysis of school closure rates and their educational impacts. The results demonstrate a clear deterioration in learning conditions and an increase in the number of children not attending school, indicating the inadequacy of existing measures. The study recommends an integrated and collaborative approach to effectively address the education crisis in these conflict zones.

Keywords: School interruptions, armed conflicts, security crisis, educational intervention strategies.

Introduction

L'Afrique de l'Ouest, actuellement épicentre de l'activité terroriste, est confrontée aux actions de groupes tels que Boko Haram, le JNIM (*Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn*¹). Ces groupes exacerbent les tensions régionales, affectant de manière disproportionnée certaines zones spécifiquement influencées par des dynamiques socio-politiques et économiques complexes. Le Burkina Faso, le Niger et le nord du Bénin, particulièrement affectés, subissent des fermetures massives d'écoles dues à l'insécurité croissante. Ces interruptions, souvent conséquences directes d'attaques ou de menaces de violence, menacent gravement le droit fondamental à l'éducation et compromettent le développement socio-économique futur de ces régions. La continuité éducative et la sécurité des jeunes sont mises en péril par la persistance et l'intensification de ces fermetures. La proximité des zones de conflit, une présence gouvernementale limitée, et des conditions économiques instables exacerbent la vulnérabilité des écoles, les rendant des cibles privilégiées. Même le Bénin, traditionnellement perçu comme un havre de stabilité, est désormais touché par l'insécurité transfrontalière qui entraîne des fermetures intermittentes d'écoles.

Notre étude propose une analyse détaillée de l'impact de ces fermetures d'écoles, en scrutant à la fois les conséquences immédiates et les répercussions à long terme pour les communautés

¹ Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans.

affectées. Elle soumet à une critique rigoureuse les stratégies actuellement déployées par les gouvernements et les communautés, tout en explorant des solutions de rechange viables, telles que les écoles temporaires et l'enseignement à distance, afin de garantir la continuité de l'enseignement. Il est devenu impératif d'adopter une approche intégrée qui allie sécurité renforcée et soutien éducatif pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs face à de telles menaces. Cette recherche interroge l'efficacité des mesures de sécurité en vigueur et leur influence sur la pérennité de l'éducation. Elle envisage également la faisabilité de solutions alternatives comme l'enseignement à distance et les écoles temporaires, qui pourraient pallier les interruptions scolaires. Les défis socio-économiques renforcent la vulnérabilité des régions frontalières, où les conditions précaires peuvent faciliter le recrutement par des groupes radicaux et accroître le risque de radicalisation (M.-A. Pérouse de Montclos, 2014). Ces menaces constantes obligent souvent les gouvernements locaux à prioriser la sécurité, souvent au détriment de l'éducation, avec des conséquences néfastes sur le développement à long terme de la région (S. Languille, 2017).

La proximité géographique avec des pays comme le Mali et la Libye rend les zones frontalières stratégiquement importantes dans le contexte de l'insécurité liée au terrorisme et de ses impacts sur l'éducation. La coopération internationale et l'engagement d'organisations telles que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et *Education Cannot Wait* (ECW), sont essentiels pour promouvoir une éducation résiliente, qui est fondamentale pour contrer les effets du terrorisme sécuritaires (S. Higgins & M. Novelli, 2018). Cet article enrichit la littérature existante en offrant une analyse approfondie de l'impact du terrorisme sur l'éducation dans des zones en crise et en proposant des interventions novatrices et adaptées. Elle influence ainsi les politiques et pratiques internationales, en soulignant l'importance de soutenir l'éducation comme pilier du développement durable et de la paix.

1. Cadre théorique et méthodologique

1.1. Cadre Théorique

La revue de littérature aborde l'impact complexe du terrorisme sur l'éducation en Afrique de l'Ouest, nécessitant une analyse multidisciplinaire pour élaborer des réponses efficaces. Elle s'appuie sur des recherches significatives pour construire un cadre théorique solide, explorant diverses dimensions de cette problématique. Les attaques contre les infrastructures éducatives, documentées par B. Maclin, et *al.* (2019) ainsi que par S. Baby (2012), soulignent la nécessité de développer des stratégies adaptées aux réalités de

l'Afrique de l'Ouest afin de maintenir la continuité éducative malgré les perturbations induites par le terrorisme. Ces stratégies tireront parti des perspectives sociologiques et psychologiques sur le terrorisme, apportées par M. Wieviorka (2012), et des études sur la radicalisation par O. Roy (2017, 2004) ; F. Burgat (2016, 2003) et G. Kepel (2017, 2002). Bien que centrées sur des contextes européens, ces recherches offrent des perspectives applicables à la radicalisation des jeunes en Afrique de l'Ouest, affectant directement l'éducation, comme le démontrent les travaux de S. Languille (2017) et de C. Blattman et J. Annan (2010).

La dimension politique de la violence, examinée par S. Fahey et V. Asal (2020), identifie l'oppression politique et la violence comme des catalyseurs principaux des attaques contre les infrastructures éducatives. Cette analyse s'inspire des travaux de P. Braud (1993), et enrichie par S. Tarrow & C. Tilly (2015) sur la classification de la violence politique. Ces différentes études illustrent comment les dynamiques politiques amplifient la vulnérabilité des institutions éducatives. Face aux fermetures d'écoles dues à des impératifs de sécurité, G. Bonnot et C. Weiss (2021) analysent le terrorisme djihadiste comme une expression de la violence politique. Leurs contributions portent sur comment l'oppression peut impacter directement les établissements scolaires. M. Crenshaw et G. LaFree (2017) discutent des stratégies pour contrer le terrorisme, y compris les impacts des politiques de sécurité sur les infrastructures civiles, pour mettre en exergue la complexité des réponses nécessaires.

Les théories de la résilience, notamment celles proposées par M. Ungar (2012), sont essentielles pour comprendre la persistance des systèmes éducatifs face aux crises. D. Burde et L. L. Linden (2013) s'intéressent aux interventions éducatives ciblées pouvant être adaptées en Afrique de l'Ouest, ce qui leur permet de proposer des solutions sécurisées dans des contextes menacés. La théorie du capital humain de G. S. Becker (1964) souligne l'importance de l'éducation comme un investissement dans le capital social et économique, mettant en exergue la nécessité de réformes éducatives qui promeuvent la paix et la cohésion sociale. Cette revue théorique propose un cadre pour comprendre les effets multifacettes du terrorisme sur l'éducation en Afrique de l'Ouest et formule des recommandations pour atténuer ces effets tout en renforçant la résilience des systèmes éducatifs. Elle met en lumière l'importance de développer des stratégies éducatives qui assurent la sécurité, l'adaptabilité des écoles, une coopération régionale et internationale robuste dans la lutte contre le terrorisme.

1.2. Méthodologie

L'article adopte une méthodologie qualitative multisites. Cette approche permet d'examiner en profondeur les réponses locales aux fermetures d'écoles dues aux menaces terroristes. Il explore les variations contextuelles et compare les expériences transversales entre diverses zones diverses.

La collecte des données s'est déroulée sur une période de trois mois, de mars à mai 2023. Elle a débuté par une phase exploratoire intensive de trois semaines. Cette première étape a impliqué des visites sur le terrain dans les zones d'étude pour établir le contact initial avec les communautés locales et identifier les participants clés. Lors de cette phase, des entretiens exploratoires ont été réalisés pour affiner les questions de recherche et adapter les méthodes de collecte de données aux réalités locales spécifiques. La recherche s'est poursuivie avec la réalisation de 87 interviews semi-structurées incluant instituteurs, administrateurs scolaires, élèves, parents et leaders locaux. Ces entretiens ont été essentiels pour recueillir des témoignages directs sur les expériences personnelles relatives aux fermetures d'écoles et aux stratégies d'adaptation employées. Pour compléter ces témoignages, 18 échanges informels ont été conduits afin de faciliter des discussions ouvertes et moins structurées qui ont eu l'avantage d'enrichir la collecte de données. En parallèle, des groupes de discussion sur WhatsApp ont été constitués pour permettre une collecte de données continue et dynamique pour permettre de suivre les évolutions ou les changements dans la situation locale en temps réel.

La méthode de collecte s'est également étendue à une recherche documentaire rigoureuse, réalisée dans les bibliothèques universitaires de Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou, de Parakou au Bénin, et des sites du Lasdel. Ces centres de documentation ont fourni des ressources académiques enrichissantes qui ont apporté des perspectives théoriques et contextuelles précieuses pour l'article. Une revue systématique des coupures de presse a aussi été effectuée pour saisir la couverture médiatique des questions liées au terrorisme et à l'éducation, tant au niveau local qu'international.

L'ensemble des données recueillies a été analysé à travers une codification thématique pour identifier les thèmes récurrents et analyser les tendances observées. Cette analyse a été complétée par une comparaison inter-régionale ; ce qui a mis en lumière les spécificités et les similitudes entre les différents contextes étudiés. Des sessions de restitution avec les participants ont été organisées pour valider les interprétations préliminaires des données et affiner les conclusions finales de l'article. La recherche a scrupuleusement respecté des normes éthiques élevées afin de garantir la protection et

le respect des participants à travers l'obtention d'un consentement éclairé. Cette démarche a pris les normes et valeurs culturelles des communautés étudiées. Des mesures ont également été prises pour assurer la sécurité des participants et des chercheurs, en particulier dans les zones à risque élevé de présence terroriste.

2. Résultats et discussion

2.1. Résultat par pays de l'impact de la menace terroriste sur l'éducation

2.1.1. Burkina Faso : crise sécuritaire et impacts éducatifs

Le Burkina Faso est un exemple frappant de l'impact dévastateur de l'insécurité sur l'éducation. La situation sécuritaire, déjà précaire, s'est considérablement dégradée depuis 2015, avec des groupes armés exploitant les faiblesses régionales pour élargir leur influence, particulièrement dans les régions du Nord, de l'Est et du Sahel. Ces zones, caractérisées par leur proximité avec le Mali et le Niger, ont vu une multiplication des attaques terroristes, ce qui a conduit à des fermetures massives d'écoles.

« ... De nombreuses communautés ont été transformées en des zones fantômes, où les salles de classe restent vides et silencieuses, un témoignage muet des horreurs que nous avons fui...², » témoigne un habitant local. Ce constat alarmant souligne l'ampleur de l'abandon scolaire forcé, qui plonge des milliers d'enfants dans une situation de vulnérabilité accrue.

L'année 2021 a vu environ 2 923 écoles fermées sur l'ensemble du territoire national, touchant directement 424 014 élèves³. Ces chiffres ont augmenté de manière significative en 2022, où le gouvernement rapportait déjà la fermeture de 3 280 établissements scolaires en janvier⁴. En février 2023, le nombre d'écoles fermées atteignait 6 134, bien que 456 d'entre elles aient été délocalisées pour des raisons de sécurité. Parallèlement, 7 076 établissements accueillent des élèves déplacés internes, tentant de maintenir une continuité éducative dans un contexte de grande instabilité⁵.

« ... Les enfants ici apprennent plus sur la survie que sur les mathématiques ou l'histoire ; l'école est devenue une

² Interview réalisée à Kantchari, le 24 mars 2023.

³ <https://www.laborpresse.net/burkina-faso-environ-3-000-ecoles-fermees-en-2021-pour-cause-de-terrorisme/>

⁴ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-3-280-%C3%A9coles-ferm%C3%A9es-%C3%A0-cause-du-terrorisme-gouvernement/2466211>

⁵ <https://www.unicef.org/burkinafaso/rapports/rapport-sur-les-%C3%A9coles-affect%C3%A9es-par-la-crise>

lutte pour la vie, pas pour l'éducation⁶, » explique un enseignant de la région du Sahel.

Cette réalité met en lumière l'inversion des priorités éducatives, où la survie quotidienne supplante l'apprentissage académique.

Les zones affectées sont la Boucle du Mouhoun, l'Est, et le Sahel. Ces régions, étant les plus touchées, montrent des fermetures d'écoles alarmantes avec environ 6 134 établissements éducatifs fermés en 2023⁷. L'insécurité a non seulement affecté les structures éducatives mais a également causé des déplacements massifs de populations aggravant la crise humanitaire et entravant davantage l'accès à l'éducation.

« ... Là où se trouvaient des tableaux, il ne reste plus que des murs criblés de balles, symbole des défis insurmontables que nos éducateurs doivent affronter chaque jour. Alors, la fermeture des écoles de Namoungou, Nagré... s'est imposée naturellement...⁸, » rapporte un directeur d'école.

Cet écho visuel frappant illustre la transformation des espaces d'apprentissage en lieux de conflit ; ce qui altère profondément le tissu social et éducatif de la nation. À l'issue d'un focus group composé d'instituteurs, de parents, et des leaders locaux, il ressort une prise de conscience collective de l'urgence de la situation. Le groupe a conclu que les mesures actuelles sont insuffisantes pour répondre à l'ampleur de la crise. Ils ont souligné la nécessité d'une intervention plus robuste et mieux coordonnée impliquant des partenaires internationaux, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et le gouvernement local pour restaurer non seulement la sécurité mais aussi pour reconstruire le système éducatif. L'accent a été mis sur l'innovation dans les méthodes d'enseignement et sur l'utilisation de technologies pour atteindre les enfants dans les zones les plus instables. La priorité est de garantir un environnement sécurisé où les enfants peuvent apprendre sans crainte, avec un accent particulier sur le soutien psychosocial pour les élèves et les enseignants traumatisés par le conflit. De ce qui précède, il faut souligner l'importance d'une approche holistique pour aborder les défis de l'éducation dans des contextes de crise, où la sécurité et l'enseignement doivent progresser de manière synchronisée pour assurer un avenir meilleur pour les jeunes générations du Burkina Faso.

⁶ Interview réalisée à Fada N'Gourma, le 17 mai 2023.

⁷ Idem.

⁸ Interview réalisée à Yamba, le 02 mai 2023.

2.1.2. Niger : second pays affecté par les interruptions d'éducation causées par le terrorisme

Le Niger, encadré par des zones actives en termes de conflits, subit des pressions sécuritaires immenses, notamment dans les régions frontalières de Tillabéry, Tahoua, et Diffa. Ces régions, frontalières avec le Mali et le Nigéria, sont des zones de fortes activités de groupes terroristes comme Boko Haram et des factions affiliées à Al-Qaïda. La proximité avec ces zones de conflit a un impact direct et dévastateur sur l'accès à l'éducation.

« ... Chaque jour, l'ombre de la peur plane sur nos écoles ; on ne sait jamais si la journée se terminera calmement ou dans le chaos⁹, » raconte un enseignant de Tillabéry.

Cette citation met en évidence l'atmosphère d'incertitude et de peur qui affecte les instituteurs et les écoliers illustrant le quotidien sous la menace constante des attaques. En 2020, plus de 22 000 enfants ont subi les effets de ces fermetures d'écoles. Les régions de Tillabéry, Tahoua et Diffa sont particulièrement touchées par les menaces contre la sécurité scolaire. L'accès aux établissements scolaires est fortement restreint dans ces zones et freine les initiatives de soutien envers les enfants affectés par la violence armée. Selon le ministre nigérien de l'Éducation nationale, Ibrahim Natatou, après une visite de supervision dans la région de Zinder, « au total, 921 établissements d'enseignement primaire et secondaire ont été contraints de fermer en mai dernier en raison de l'insécurité dans la région de Tillabéry (zone des trois frontières), dans l'ouest du Niger. Sur les 921 écoles fermées, 891 sont des établissements du primaire et 30 du secondaire¹⁰ ». Cette statistique souligne non seulement l'étendue de l'impact du conflit sur l'éducation, mais aussi la gravité de la situation sécuritaire.

L'Unicef estime que dans certaines zones, jusqu'à 80 % des enfants pourraient souffrir de traumatismes psychologiques, compromettant leur capacité à atteindre leur plein potentiel à l'âge adulte.

« ... Les cris et les pleurs sont devenus une partie de l'arrière-plan sonore dans nos écoles, quand elles sont ouvertes...¹¹, » confie un travailleur humanitaire.

Ce commentaire illustre la profonde détresse psychologique que subissent les enfants et qui impacte gravement leur développement tout comme leur éducation. Lors d'un focus group réunissant des instituteurs, des parents d'écoliers et des acteurs de la

⁹ Interview réalisée le 07 mai 2023.

¹⁰ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-921-%C3%A9coles-forc%C3%A9es-de-fermer-en-raison-de-lins%C3%A9curit%C3%A9-dans-louest-du-pays/2914922>

¹¹ Interview réalisée à Makalondi, le 12 mai 2023.

société civile au Niger, il a été unanimement reconnu que la crise de l'éducation nécessite une réponse plus soutenue et coordonnée. Les participants ont appelé à une augmentation des mesures de protection pour les écoles et à un renforcement des programmes de soutien psychologique pour les écoliers. Ils ont également souligné la nécessité de collaborations accrues entre les gouvernements locaux et les organisations internationales pour restaurer un environnement d'apprentissage sûr. Cette stratégie collective est jugée essentielle pour combattre les effets délétères des conflits sur l'éducation et pour garantir que chaque enfant ait accès à une éducation qui lui permette de s'épanouir malgré les défis sécuritaires.

2.1.3. Bénin : ébranlement de la stabilité éducative aux frontières

Le Bénin, souvent perçu comme un îlot de stabilité dans la région, commence à ressentir les effets des incursions terroristes, en particulier dans ses zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger. Bien que moins fréquentes que dans ses pays voisins, les menaces et attaques ont eu un impact notable, particulièrement dans les localités de Malanville, Karimama, et Banikoara. Ces localités ont subi des fermetures d'écoles en raison de menaces sécuritaires croissantes. À l'est, Karimama, située dans le nord-est du pays, partage des frontières avec le Niger et le Burkina Faso, deux pays régulièrement confrontés à des attaques terroristes¹².

« ... Au début de l'année scolaire 2022-2023, la menace a contraint à la fermeture de cinq écoles primaires publiques¹³, » rapporte le directeur d'une des écoles affectées.

Ces fermetures ont brusquement interrompu la scolarisation de centaines d'enfants et a affecté le climat social et engendré une crise éducative.

« ... Nous vivons dans une anxiété constante, nos enfants ne méritent pas cela¹⁴, » confie un parent lors d'une réunion communautaire à Karimama.

La discontinuité pédagogique forcée par les menaces sécuritaires soulève des questions sur la capacité des enfants à poursuivre leur cursus scolaire dans un environnement alternatif ou via des moyens adaptés tels que l'enseignement à distance, solutions difficilement envisageables sans les infrastructures nécessaires. Plus au sud, mais toujours dans le nord du Bénin, Banikoara a également été affectée par des menaces de fermeture des écoles notamment à

¹² <https://www.banouto.bj/investigation-reportages/article/20230509-menace-terroriste-au-nord-benin-l-avenir-de-plusieurs-dizaines-d-ecoliers-entre-parentheses>

¹³ Interview réalisée le 04 mars 2023.

¹⁴ Idem.

Goumonri (EPP A et B) le 14 octobre 2022 par des groupes terroristes¹⁵.

« ... Quelques mois plus tard, dans la nuit du 30 au 31 janvier 2023, l'école primaire publique de Gimbagou fera les frais de ces groupes terroristes¹⁶, » ajoute un instituteur local lors d'une assemblée de crise.

Les ultimatums, l'attaque et la fermeture de ces écoles sont des actes attribués aux vandales qui opèrent depuis trois ans au sein de ces communautés à Banikoara.

« ... Nos enfants sont notre avenir ; nous ne pouvons pas les laisser grandir dans la peur¹⁷, » s'exclame un agriculteur lors d'une discussion informelle à Banikoara.

« ... Banikoara, connue pour être un carrefour agricole important, voit désormais son développement et celui de ses jeunes citoyens compromis par l'instabilité sécuritaire¹⁸, » déclare un leader communautaire.

Les répercussions de cette fermeture sont profondes et touchent non seulement les élèves mais aussi le personnel enseignant et les familles, qui doivent réorganiser leur vie autour de ces nouvelles réalités. Dans un focus group rassemblant des membres du monde scolaire du Bénin, les participants ont exprimé une vive préoccupation quant à l'escalade des menaces et leur impact sur l'éducation.

« ... Nous devons agir, pas seulement réagir¹⁹... », a souligné un instituteur lors de la session.

Ils ont unanimement appelé à une collaboration renforcée entre les autorités locales, les gouvernements départementaux et les partenaires internationaux pour renforcer la sécurité et soutenir l'éducation.

« Il est crucial de développer des stratégies résilientes pour assurer la continuité de l'éducation dans ces conditions adverses²⁰... », a conclu un cadre du ministère de l'Éducation.

Cette nécessité d'action collective est vitale pour maintenir la stabilité de l'éducation et, par extension, la stabilité régionale dans un contexte de menaces croissantes.

¹⁵ <https://dbmedias.com/benin-deux-ecoles-menacees-de-fermeture-par-des-presumes-terroristes/>

¹⁶ Interview réalisée le 12 mars 2023.

¹⁷ Interview réalisée le 10 mars 2023.

¹⁸ Idem.

¹⁹ Interview réalisée à Malanville, le 14 mars 2023.

²⁰ Interview réalisée à Parakou, le 17 mars 2023.

2.2. Résultat relatif à la résilience éducative en Afrique de l'Ouest : combattre le terrorisme par l'accès à l'éducation

Face à la menace croissante du terrorisme en Afrique de l'Ouest, des pays comme le Burkina Faso, le Niger et le nord du Bénin ont adopté des stratégies de résilience éducative pour protéger et promouvoir l'accès à l'éducation des enfants touchés par les conflits. Ces initiatives, soutenues par des organisations internationales et des ONG telles que l'Unicef, visent à assurer la continuité de l'éducation malgré les interruptions dues à l'insécurité.

Au Burkina Faso, un programme ambitieux cible les enfants déplacés par les conflits, y compris ceux vivant avec un handicap ou dans des communautés d'accueil pour ainsi renforcer les matériels pédagogiques afin d'intégrer l'éducation aux principes de l'état de droit pour prévenir l'extrémisme violent²¹. Ce programme souligne l'importance de l'éducation inclusive et équitable comme moyen de renforcer la cohésion sociale et de former les jeunes à devenir des acteurs de paix au sein de leurs communautés. De manière similaire, le Niger a mis en œuvre le Programme de résilience pluriannuel en partenariat avec le ministère de l'Éducation et des organisations comme *Education Cannot Wait* qui a alloué 13,1 millions de dollars pour soutenir l'éducation dans les zones touchées par le conflit²². Ce programme se concentre sur l'offre d'une éducation d'urgence efficace et la mise en place d'une base pour une éducation durable qui vise à garantir un accès ininterrompu à l'éducation pour les jeunes déplacés.

Dans le nord du Bénin, les réponses à l'extrémisme violent comprennent la réinscription des élèves dans des écoles plus sûres et la réaffectation des centres de promotions sociales en espaces éducatifs temporaires. Les organisations comme Plan International fournissent le matériel nécessaire pour faciliter l'apprentissage dans ces conditions difficiles. Des campagnes de sensibilisation sont menées pour engager les communautés locales dans la protection de l'éducation.

Ces efforts mettent en lumière l'importance cruciale de la coopération internationale et interdisciplinaire pour surmonter les défis posés par l'insécurité à l'éducation. Chaque programme, bien que distinct dans son approche, partage un objectif commun qui est

²¹ https://www.education.gov.bf/informations/actualites/articles?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=332&cHash=3f9575556fa440b5a73f006a6101a9fc

²² <https://reliefweb.int/report/niger/niger-rapport-national-de-letude-sur-les-obstacles-lacces-et-la-continuite-de-leducation-pour-les-enfants-en-situation-de-deplacement-force-dans-la-region-du-sahel-central-2022-2023>

de protéger le droit à l'éducation et cultiver une génération future capable de contribuer positivement à la société. Ces initiatives démontrent une détermination sans faille à sauvegarder l'éducation comme un pilier de stabilité et de développement face aux adversités.

2.3. Résultat relatif aux conséquences à long terme de la fermeture des écoles

La fermeture des écoles a non seulement un impact immédiat sur l'apprentissage quotidien mais pose également des menaces à long terme pour la stabilité et le développement local de chacun des pays. Comme l'exprime un parent touché par ces fermetures, les impacts de l'insécurité sur l'éducation se ressentent profondément au niveau local.

« ... Dans notre village au Burkina Faso, l'école est fermée depuis plus de deux ans. Nos enfants perdent non seulement leur éducation mais aussi leur avenir²³. » – Oumar, parent, Burkina Faso.

Cette déclaration met en lumière la désolation ressentie par les familles et témoigne de l'urgence et de la gravité de la situation.

Les résultats de notre séjour de terrain combinés aux statistiques sur le taux de couverture en matière de l'éducation dans ces régions nous ont permis de comprendre que même avant l'escalade du terrorisme, les taux de scolarisation dans ces régions étaient alarmants. La situation actuelle a exacerbé ce problème, entraînant non seulement une perte d'opportunités mais aussi une violation des droits humains fondamentaux. Fatimata, une enseignante du Burkina Faso, témoigne de cette réalité :

« L'éducation est un droit, mais pour nos enfants, c'est un rêve lointain²⁴... »

Cette affirmation souligne l'écart entre les normes internationales des droits de l'enfant et la réalité sur le terrain, où l'accès à l'éducation devient de plus en plus un luxe inaccessible. Au Niger, la situation est perçue non seulement comme une perte éducative mais aussi comme une menace pour la sécurité future :

« ...Chaque enfant qui n'est pas scolarisé est un potentiel futur soldat pour les groupes armés. Nous perdons une génération entière²⁵... » – Moussa, leader communautaire, Niger.

Cette perspective alarmante illustre les conséquences directes de l'absence d'éducation sur la paix et la sécurité dans les zones

²³ Interview réalisée à Yamba, le 02 mai 2023.

²⁴ Idem.

²⁵ Interview réalisée à Tillabéry, le 07 mai 2023.

frontalières de ces pays. Au Bénin, la fermeture des écoles est également vue comme une crise des droits humains.

« ...Nos écoles ferment les unes après les autres. Nos enfants sont privés de l'éducation, ce droit fondamental qui façonne l'avenir d'une nation²⁶... » – Chantal, directrice d'école, Bénin.

Cette citation met en évidence le sentiment d'urgence et la nécessité de rétablir l'accès à l'éducation pour garantir un avenir stable. Au-delà des aspects liés aux droits humains, les conséquences économiques émergent de cette crise sécuritaire dans ces zones frontalières. La perte d'éducation forme un cercle vicieux de pauvreté et de sous-développement. Kader, un économiste du Burkina Faso, explique l'impact économique direct de cette crise.

« ...Sans éducation, nos jeunes se tournent vers des petits boulots sans avenir. Le développement de notre pays en pâtit²⁷... »

Les mots de Kader mettent en évidence la relation entre éducation et développement économique, suggérant que la crise actuelle pourrait retarder le progrès économique de ces zones frontalières pour des décennies. Amina, une travailleuse sociale du Niger, réitère cette préoccupation, en mettant l'accent sur le destin modifié des jeunes privés d'éducation.

« ... Je vois des jeunes qui auraient pu être médecins ou ingénieurs, maintenant ils luttent au quotidien pour trouver un travail manuel²⁸... »

Ce témoignage souligne le gâchis des talents et des potentialités, un coût humain et économique immense pour la société. De ce qui précède, les impacts psychosociaux ne sont pas à négliger. Le manque d'éducation va au-delà des chiffres économiques ; il affecte profondément la santé mentale, la cohésion sociale et la stabilité des zones frontalières. Salif, un psychologue du Burkina Faso, parle des conséquences psychologiques sur les enfants.

« ... Les enfants ici sont traumatisés. Ils ont vu des atrocités et sans école, ils n'ont aucun refuge pour oublier²⁹... »

Ces observations de Salif mettent en lumière la double peine subie par les enfants à savoir qu'ils sont exposés à la violence et privés de l'encadrement stabilisateur que l'école peut offrir.

En outre, l'absence d'éducation crée un vide qui peut être exploité par des forces destructrices. Mariama, une activiste des droits humains au Niger, souligne ce danger.

²⁶ Interview réalisée à Monsey, le 12 mars 2023.

²⁷ Interview réalisée à Fada N'Gourma, le 17 mars 2023.

²⁸ Interview réalisée à Tillabéry, le 07 mai 2023.

²⁹ Interview réalisée à Ouagadougou, le 23 mai 2023.

« L'absence de structure éducative crée un vide. Un vide que les extrémistes remplissent trop facilement...³⁰ »

Son commentaire attire l'attention sur la nécessité d'actions immédiates pour prévenir une radicalisation accrue en raison de l'instabilité politique et sécuritaire des différentes régions. L'impact des fermetures d'écoles sur la sécurité à long terme est une préoccupation majeure. Thomas, un chef de village au Burkina Faso, exprime une inquiétude courante.

« ... La frustration de notre jeunesse sans éducation est une bombe à retardement. Si nous ne faisons rien, elle explosera³¹... »

Cette métaphore puissante capture l'urgence de répondre à la crise de l'éducation engendrée par l'insécurité, pour éviter des conséquences désastreuses à l'avenir. Halima, une mère et veuve du Niger, partage cette inquiétude en termes poignants.

« ... Sans éducation, il n'y a pas de paix possible. Les jeunes sans espoir sont les soldats de demain³²... »

Son témoignage résume le lien direct entre l'éducation et la paix et souligne l'importance cruciale de l'éducation pour la sécurité des zones frontalières. Les témoignages et les analyses présentés soulignent l'ampleur des défis et la nécessité d'actions coordonnées pour restaurer l'accès à l'éducation. Ces actions sont essentielles non seulement pour garantir le droit fondamental à l'éducation mais aussi pour préserver la stabilité et le développement futurs des zones frontalières. Comme le soulignent collectivement des instituteurs à travers le Burkina Faso, le Niger et le Bénin :

« ... L'éducation est la clé de notre survie et de notre développement. Nous devons la protéger à tout prix, pour notre présent et surtout pour notre avenir³³... »

Ce plaidoyer final illustre l'engagement nécessaire pour surmonter cette crise et offre un rappel poignant de l'impact potentiel de l'éducation sur la paix et la prospérité en Afrique de l'Ouest.

2.4. Discussion

Cette étude multidisciplinaire révèle que l'impact du terrorisme, de l'insécurité sur l'éducation en Afrique de l'Ouest constitue une problématique complexe qui menace la stabilité socio-économique et le développement régional. Le cadre théorique, enrichi par les recherches de B. Maclin et al. (2019) ; S. Baby (2012), et

³⁰ Interview réalisée à Tillabéry, le 08 mai 2023.

³¹ Interview réalisée à Fada N'Gourma, le 15 mars 2023.

³² Interview réalisée à Tillabéry, le 05 mai 2023.

³³ Ce verbatim qui émane d'un éducateur de Diapaga, au Burkina Faso, résume la somme des plaidoyers recueillis lors de notre séjour de terrain, dans les trois pays. Interview réalisée le 02 mai 2023.

d'autres, a permis de saisir la complexité des réponses locales aux fermetures d'écoles qui résultent de menaces terroristes. Ces fermetures représentent plus que de simples interruptions physiques ; elles symbolisent une rupture profonde dans le tissu social et éducatif des communautés affectées. La nécessité de développer des stratégies adaptées aux réalités spécifiques de l'Afrique de l'Ouest, soulignée par M. Wieviorka (2012, 2005) et O. Roy (2017), est cruciale. Nos résultats confirment que répondre au terrorisme, à la violence nécessite une approche holistique qui intègre des dimensions éducatives, psychosociales et politiques. La notion de S. Fahey et V. Asal (2020), selon laquelle l'oppression politique agit comme un catalyseur d'attaques contre les infrastructures éducatives, résonne particulièrement ici, mettant en lumière le lien entre instabilité politique et vulnérabilité éducative.

Notre article met en avant les effets profonds et souvent sous-estimés du terrorisme, de l'insécurité et de la violence permanente sur les structures éducatives et propose des stratégies innovantes pour y remédier. Grâce à une approche qualitative multisites, cette recherche a généré des données empiriques précieuses qui démontrant comment des interventions ciblées et holistiques peuvent renforcer la résilience des systèmes éducatifs. Les discussions et les entretiens ont révélé une remarquable résilience parmi les instituteurs et les familles, ainsi qu'une vulnérabilité significative. Les théories de la résilience de M. Ungar (2012) et les perspectives sur le capital humain de G. S. Becker (1964) incitent à réfléchir à la manière dont les systèmes éducatifs peuvent non seulement survivre, mais aussi se renforcer face aux crises, comme c'est le cas dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Niger et du Bénin. Cette dualité de vulnérabilité et de résilience nécessite des interventions spécifiques qui soutiennent les infrastructures éducatives tout en abordant les causes profondes de la violence.

L'originalité de cet article réside dans sa combinaison des théories du capital humain et de la résilience pour analyser les impacts à long terme des perturbations éducatives. Cette fusion théorique, peu explorée dans les recherches existantes sur les effets du terrorisme en Afrique de l'Ouest, offre une valeur ajoutée significative, qui apporte une compréhension plus nuancée des interactions entre conflit, éducation et développement social. Les implications de nos résultats sont vastes. Elles soulignent l'importance de protéger l'éducation dans les politiques de sécurité nationale et régionale et suggèrent que les efforts de reconstruction de l'éducation soient accompagnés de soutien psychosocial et de programmes de développement communautaire, reconnaissant l'éducation comme un pilier essentiel de la stabilité et du

développement local et national. Les défis identifiés nécessitent une collaboration étendue entre gouvernements, organisations internationales et communautés locales pour établir des environnements éducatifs sécurisés et résilients. La complexité des enjeux liés au terrorisme et à l'éducation en Afrique de l'Ouest appelle à des réponses toutes aussi sophistiquées et nuancées, qui intègrent des stratégies de sécurité et des initiatives éducatives novatrices pour une région plus stable et prospère.

Conclusion

Nos données sur l'impact du terrorisme sur l'éducation en Afrique de l'Ouest ont révélé des réalités alarmantes, mais également des pistes de résilience significatives. Les résultats montrent clairement que le terrorisme ne se contente pas de détruire des infrastructures physiques ; il érode les fondations mêmes du progrès social et économique tout en perturbant l'éducation. Les fermetures d'écoles induites par la menace terroriste entravent non seulement l'accès à l'éducation, mais aussi la stabilité et le développement futurs de nations entières. Face à cette crise, il est impératif de repenser les stratégies d'intervention, non seulement pour contrer les menaces immédiates, mais aussi pour poser les bases d'une paix durable.

L'article a également mis en lumière la complexité des réponses nécessaires pour atténuer les effets du terrorisme sur les systèmes éducatifs. Les approches doivent être holistiques et intégrées, impliquant des dimensions sécuritaires, éducatives, psychologiques et sociales. Il est essentiel de développer des stratégies qui non seulement rétablissent l'accès à l'éducation, mais qui renforcent également la résilience des communautés à long terme. La théorie du capital humain de G. S. Becker (1964) nous rappelle que l'éducation est un investissement crucial pour l'avenir. De ce fait, les perturbations éducatives entraînent donc des répercussions qui dépassent le cadre immédiat des conflits. Les données recueillies soulignent l'importance de la coopération internationale et régionale dans la lutte contre le terrorisme et ses impacts sur l'éducation. Les initiatives locales, soutenues par des partenariats internationaux, doivent être renforcées pour assurer une réponse efficace et adaptée aux spécificités de chaque région. La collaboration entre les gouvernements, les institutions éducatives, les ONG et les communautés locales est vitale pour reconstruire des systèmes éducatifs robustes qui ne se contentent pas de survivre aux crises, mais qui prospèrent malgré eux. La préservation et le renforcement

de l'éducation en Afrique de l'Ouest dans le contexte du terrorisme ne sont pas seulement des enjeux de sécurité, mais des impératifs de développement durable. Tant que les enfants et les jeunes seront privés de leur droit à l'éducation, toute avancée vers la stabilité et la prospérité restera précaire. Cet article appelle à un engagement renouvelé et renforcé pour faire de l'éducation une priorité incontestable dans les politiques de sécurité et de développement, afin de garantir ainsi un avenir plus prometteur pour tous. En forgeant des générations éduquées et résilientes, nous pouvons espérer combattre efficacement le fléau du terrorisme et reconstruire les fondations d'une paix durable en Afrique de l'Ouest.

Bibliographie

- Baby, S. (2012). *Le Mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*. Madrid : Casa de Velázquez.
- Blattman, C., & Annan, J. (2010). The Consequences of Child Soldiering. *Review of Economics and Statistics*, 92(4), 882-898.
- Bonnot, G., & Weiss, C. (2021). *Violences politiques*. *Hypothèses*, 22, 15-26. <https://doi.org/10.3917/hyp.181.0015>
- Braud, P. (1993). *La violence politique: repères et problèmes*. *Cultures & Conflits*, 9-10. <https://doi.org/10.4000/conflits.406>
- Burde, D., & Linden, L. L. (2013). *Bringing Education to Afghan Girls: A Randomized Controlled Trial of Village-Based Schools*. *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(3), 27-40.
- Burgat, F. (2003). *Face to Face with Political Islam*. London: I.B. Tauris.
- Burgat, F. (2016). *Understanding Political Islam*. Manchester: Manchester University Press.
- Crenshaw, M., & LaFree, G. (2017). *Countering Terrorism*. Brookings Institution Press.
- Fahey, S., & Asal, V. (2020). Lowest of the low: why some countries suffer terrorist attacks against schools. *Dynamics of Asymmetric Conflict*, 13(2), 101-124. <https://doi.org/10.1080/17467586.2019.1700540>
- Higgins, S. & Novelli, M. (2018). The potential and pitfalls of peace education: a cultural political economy analysis of the emerging issues teacher education curriculum in Sierra Leone. University of Sussex. Journal contribution. <https://hdl.handle.net/10779/uos.23459456.v1>
- Kepel, G. (2002). *Jihad: The Trail of Political Islam*. London: I.B. Tauris.

- Kepel, G. (2017). *Terror in France: The Rise of Jihad in the West*. Princeton: Princeton University Press.
- Languille, S. (2017). *Schooling and Conflict: The Dynamics of Education in the Nigerian and Ivorian Conflicts*. *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 47(6), 902-917.
- Maclin, B., et al. (2019). *Educational Impact of Conflict in Sub-Saharan Africa*. *Journal of Education in Emergencies*, 5(1), 24-52.
- Pérouse de Montclos, M-A. (2014). *Violence and Urban Poverty in Nigeria: A Case Study of Agege, Lagos*. *Bulletin de l'APAD*, no. 36.
- Roy, O. (2004). *Globalized Islam: The Search for a New Ummah*. New York: Columbia University Press.
- Roy, O. (2017). *Jihad and Death: The Global Appeal of Islamic State*. London: Hurst & Company.
- Sommers, M. (2015). *The Outcast Majority: War, Development, and Youth in Africa*. University of Georgia Press.
- Tarrow, S. & Tilly, C. (2015). *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, *Les Presses de Sciences Po*, coll. « Références ». 402 p., Traducteur : Rachel Bouyssou, ISBN : 9782724618006.
- Toft, M. D. (2020). *Securing the Peace: The Durable Settlement of Civil Wars*. Princeton University Press.
- Ungar, M. (2012). *The Social Ecology of Resilience: A Handbook of Theory and Practice*. New York: Springer.
- Wieviorka, M. (2005). *La différence culturelle : Une reformulation des débats*. Paris : Balland.
- Wieviorka, M. (2012). *La violence*. Paris : Balland.